

## Les Mardis de 4D

Dossier aux participants  
Mercredi 12 novembre 2008

**Le métier de journaliste**

**face aux défis du développement durable**

**Association 4D**  
**Dossiers et Débats pour le Développement Durable**  
Cité européenne des Récollets  
150-154 rue du Faubourg Saint Martin - 75010 Paris  
Tél. : 01 44 64 74 94 - Fax : 01 44 64 72 76  
[contact\[at\]association4d.org](mailto:contact@association4d.org)  
[www.association4d.org](http://www.association4d.org)

# Le métier de journaliste face aux défis du développement durable

Le développement durable, parce qu'il induit un changement de société et qu'il est porteur d'un renouveau démocratique, ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les médias.

C'est par les médias que nous construisons notre rapport au monde. Les actualités de Pékin ou Kaboul, en passant par New York, nous parviennent par le biais de la presse, de la télévision, de la radio et d'Internet...

Par leurs enquêtes et la mise en perspective des informations qu'ils recueillent, les journalistes donnent des clés pour l'analyse. En faisant circuler les informations, en mettant l'actualité en débat au-delà des discours diplomatiques, ils aident les citoyens à décrypter le monde, à comprendre les changements en cours. Comment peuvent-ils rendre compréhensible et démocratiser le savoir sans tomber dans la simplification, tout en respectant le principe d'honnêteté de l'information ? Aujourd'hui, alors que le développement durable s'est fait une place dans l'opinion, dans les discours et l'action politique, 4D réinterroge le métier de journaliste. Comment finalement, dans les formats médiatiques d'aujourd'hui, aborder un sujet aussi global et complexe que le développement durable, qui concerne toute la société, du Nord au Sud, qui nous interpelle dans nos façons de penser, de faire, de nous représenter ?

De quelle manière les médias traitent-ils du développement durable ? Le développement durable modifie-t-il leur manière d'envisager leur métier ? Les médias se sentent-ils acteurs du développement durable en tant qu'entreprises ?

## Intervenants

- **Hervé KEMPF**, journaliste au Monde, auteur de "Comment les riches détruisent la planète" (Seuil).
- **Yves MISEREY**, journaliste scientifique au Figaro, auteur de « *Une mer sans poissons* » (avec Philippe Cury) Calmann-Lévy.
- **Ruth STEGASSY**, journaliste, animatrice de l'émission Terre à terre sur France Culture.

## Animation du débat

**Geneviève GUICHENEY**, membre du Conseil d'administration de 4D.

## Sommaire

### Les intervenants

- Hervé KEMPF
- Yves MISEREY
- Ruth STEGASSY

- ◆ « **La malédiction de l'écologie** », Hervé Kempf, Article publié dans Le Monde, 22 avril 2004.
- ◆ « **La crise écologique est l'expression d'un système économique qui promeut le gaspillage et vise à maintenir les privilèges** », Entretien d'Hervé Kempf avec l'Observatoire des Inégalités, 19 juin 2007.  
<http://www.inegalites.fr/spip.php?article690>
- ◆ « **Surpêche : le cri d'alarme des pêcheurs français** », Yves Miserey, publié le vendredi 9 décembre 2005, le Figaro, Sciences Médecine, P.16.
- ◆ « **La simplification qui substitue des slogans à l'expression d'une pensée a l'attrait des fruits vénéneux** », par Geneviève Guicheney, In Revue Positions et Médias, Mars 2008.

### 4D a déjà posé des questions

- ◆ **Médias et démocratie...** Marc Kravetz et Edwy Plenel, Extraits du compte rendu du Mardi de 4D du 8 avril 2008.
- ◆ « **Un point commun existe entre le journalisme et le développement durable : le rapport au temps** ». Pierre Radanne, Extrait du Compte rendu du Mardi de 4D du 8 avril 2008.

### Médias et développement durable

- ◆ « **La place de l'environnement dans les médias** », Claude-Marie Vadrot et Marianne Dejouet, avec un sondage CSA/Ademe/JNE/, 2005,  
[http://www.jne-asso.org/archives/05/23\\_juin/environnement/MLB5E.pdf](http://www.jne-asso.org/archives/05/23_juin/environnement/MLB5E.pdf)
- ◆ **Résonance médiatique- Le Grenelle de l'Environnement dans les médias sociaux et la presse** - 4 mars au 4 avril \_ Serendy. <http://www.serendy.fr/fichiers/Grenelle%20mars%20au%20%20avril.pdf>
- ◆ « **Magazines écolos, le désert français...** », Laure Noualhat, 2008, Blog Six pieds sous Terre :  
<http://environnement.blogs.liberation.fr/noualhat/2008/03/magazines-colos.html>
- ◆ « **Davantage de sujets sur l'environnement à la télévision** », RSE News,  
[http://www.rsenews.com/public/dossier\\_envi/television-sujets-envi.php?rub=3](http://www.rsenews.com/public/dossier_envi/television-sujets-envi.php?rub=3)

- ◆ « **Changement climatiques et médias ne font pas bon ménage** », Pascal Lapointe, Agence Sciences Presse, <http://www.sciencepresse.qc.ca/node/19917>
- ◆ « **Créer un climat favorable. Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien** », Jean-Baptiste COMBY, Résumé \_ thèse en sciences sociales pour l'obtention du doctorat en sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Rémy Rieffel, Université Paris II, soutenue le 24 octobre 2008, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité (Jean Jouzel, Brigitte Le Grignou, Erik Neveu, Isabelle Pailliant).
- ◆ "Media attacked for 'climate porn", By Richard Black, Environment correspondent, BBC News website, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/science/nature/5236482.stm>
- ◆ **Billet d'Humeur : « Médias et environnement : un été (trop) calme ? »**, par Sylvie Cardona, dimanche 3 août 2008, [www.aves.asso.fr](http://www.aves.asso.fr)
- ◆ « **N'oubliez pas l'environnement !** » rappelle le responsable de l'UNESCO aux journalistes du Pacifique. [http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php?URL\\_ID=1926&URL\\_DO=DO\\_PRINTPAGE&URL\\_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php?URL_ID=1926&URL_DO=DO_PRINTPAGE&URL_SECTION=201.html)
- ◆ **Pratiques et discours du développement durable** » - Groupe d'approche interdisciplinaire des questions environnementales, [http://pradis.ens-lsh.fr/article.php?id\\_article=164](http://pradis.ens-lsh.fr/article.php?id_article=164)
- ◆ « **Le journalisme environnemental essentiel au développement durable en Afrique** », Réseau africain de presse pour le 21<sup>ème</sup> siècle, <http://www.rap21.org/article19842.html>

## Le développement durable dans les entreprises de presse

- ◆ **La Charte d'engagement des médias**, 2007
- ◆ « **Les médias pratiquent-ils le développement durable ?** », Claire Stam, pour Novethic, 26 août 2008: <http://www.novethic.fr/novethic/v3/article.jsp?id=117462>

## La presse dans tous ses états

- ◆ **Etats généraux de la presse : *Que peut-on en attendre ?***
- ◆ **Communiqué** : Etats généraux de la presse : et les lecteurs ? 27 octobre 2008, <http://www.journalisme.com/content/view/507/100/>
- ◆ « **Presse : notre lettre ouverte aux états généraux** », Médiapart, 23 octobre 2008, <http://www.mediapart.fr/une>
- ◆ « **Panorama et chiffres clés d'une presse quotidienne à l'agonie** », Médiapart, 3 octobre 2008, <http://www.mediapart.fr/une>

## Références

# Les intervenants

## HERVE KEMPF

« D'abord journaliste scientifique pour Science et Vie Micro, le choc de la catastrophe de Tchernobyl le pousse à se consacrer aux questions écologiques . Après avoir fondé Reporterre, travaillé pour Courrier International, La Recherche, il se spécialise sur les questions environnementales au journal Le Monde et reste proche de la mouvance altermondialiste. Il est élu au conseil de gérance de la Société des rédacteurs de Le Monde (SRM). Dans *Comment les riches détruisent la planète*, il souligne les liens entre crise sociale et la crise écologique et tente d'expliquer pourquoi aucune solution décisive n'est mise en place pour remédier à la seconde au sein de nos sociétés contemporaines. » [Source : Wikipedia]

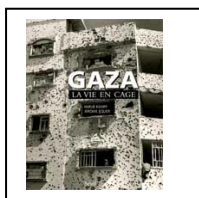
### *Bibliographie :*



- **Comment les riches détruisent la planète**, éditions du Seuil, Paris, 2007, (ISBN 9782020896320)

« Nous sommes à un moment de l'histoire qui pose un défi radicalement nouveau à l'espèce humaine : pour la première fois, son prodigieux dynamisme se heurte aux limites de la biosphère et met en danger son avenir. Vivre ce moment signifie que nous devons trouver collectivement les moyens d'orienter différemment cette énergie humaine et cette volonté de progrès. C'est un défi magnifique, mais redoutable. Or, une classe dirigeante prédatrice et cupide, gaspillant ses prébendes, méusant du pouvoir, fait obstacle au changement de cap qui s'impose urgemment. Elle

ne porte aucun projet, n'est animée d'aucun idéal, ne délivre aucune parole mobilisatrice. Après avoir triomphé du soviétisme, l'idéologie néolibérale ne sait plus que s'autocélébrer. Presque toutes les sphères de pouvoir et d'influence sont soumises à son pseudo-réalisme, qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule voie imaginable est celle qui conduit à accroître toujours plus la richesse. Cette représentation du monde n'est pas seulement sinistre, elle est aveugle. Elle méconnaît la puissance explosive de l'injustice, sous-estime la gravité de l'empoisonnement de la biosphère, promeut l'abaissement des libertés publiques. Elle est indifférente à la dégradation des conditions de vie de la majorité des hommes et des femmes, consent à voir dilapider les chances de survie des générations futures. Pour l'auteur de ces pages incisives et bien informées, on ne résoudra pas la crise écologique sans s'attaquer à la crise sociale concomitante. Elles sont intimement liées. Ce sont aujourd'hui les riches qui menacent la planète. » [Présentation de l'éditeur]



- **Gaza : la vie en cage**, en collaboration avec Jérôme Equer, photographe, Seuil, Paris, 2005, (ISBN 2-02-079075-0).

- **La Guerre secrète des OGM**, Paris : éditions du Seuil, Paris, 2003 (réédité en 2007), (ISBN 9782757804186).

**Coup de chaud sur la planète : Les dérèglements climatiques**, Paris : Éditions J'ai Lu, 2001, (ISBN 2-290-31093-X).

- **La révolution biolithique** : humains artificiels et machines animées, Éditions Albin Michel, Paris, 1998, (ISBN 2-226-10032-6).

- **La baleine qui cache la forêt : enquêtes sur les pièges de l'écologie**, La Découverte, Paris, 1994, (ISBN 2-7071-2324-2).

- **L'économie à l'épreuve de l'écologie**, Hatier, Paris, 1991, (ISBN 2-218-04389-0).

**Reporterre**, <http://www.reporterre.net/>

« On ne peut plus traiter l'écologie indépendamment de la crise sociale qui lui est liée et qui empire elle aussi de jour en jour. Pour réfléchir à ces nouvelles questions et discuter des solutions, Reporterre veut être le forum de tous ceux qui imaginent le nouveau monde, un monde où l'on arrêtera de détruire l'environnement et qui retrouvera l'idéal de la justice. »

## YVES MISEREY

Yves Miserey est journaliste au service sciences-médecine du Figaro depuis 1997.

### Bibliographie :



**Une mer sans poissons**, Philippe Cury et Yves Miserey, éd Calmann Lévy, 2008, (270 p., 18,90 euros), N°ISBN 9782702138687.

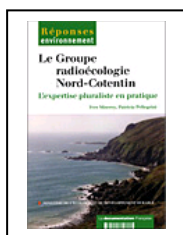
« Si la mer, vue du rivage, continue à « danser le long des golfes clairs », sous la surface, c'est une tragédie qui se joue : à force d'être mangée par l'homme, la mer se meurt.

En l'espace d'un siècle et demi, loin des regards, des ressources qu'on pensait inépuisables ont été poussées au bord de l'effondrement par une surpêche qui prélève plus de 100 millions de tonnes de poisson par an dans le monde.

En pêchant toujours plus loin, toujours plus profond, et à présent toujours plus « petit », l'homme est en train de transformer les océans du globe en désert liquide. Des bateaux et des technologies toujours plus performants ne laissent aucune chance aux poissons. Du bateau-usine à la pirogue, toutes les embarcations capturent des espèces réputées inaccessibles ou consommables. Le pillage est systématique et aveugle, car il est particulièrement difficile de sélectionner les espèces capturées.

À ce rythme, ce sont des maillons entiers de la chaîne alimentaire marine qui ont déjà été rayés de la liste du vivant, avec comme conséquence, à terme, une déstabilisation inquiétante de tout l'écosystème marin. L'effondrement brutal et irréversible des ressources halieutiques n'est plus une hypothèse fantaisiste. Que font les pouvoirs publics ? Si peu, alors qu'il faudrait une mobilisation générale. On cherche en vain les prémices d'une gouvernance mondiale, seule à même de rétablir la productivité des océans. Et la plupart des pays redoute de se mettre à dos ses pêcheurs, la France plus que tout autre...

*Une mer sans poissons* est un état des lieux d'autant plus alarmant qu'il est factuel et qu'il s'appuie sur une documentation très complète et souvent inédite en français. Après l'avoir lu, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. » [Présentation de l'éditeur].



**Le Groupe radioécologie Nord Cotentin - L'expertise pluraliste en pratique**, Yves Miserey, Patricia Pellegrini Documentation Française, 2007, ISBN 978-2-11-006290-1.

« L'industrie nucléaire est une des plus complexes et exigeantes qui soit. La maîtrise des risques associés exige un travail d'expert de haut niveau prenant en compte de nombreux paramètres. Mais l'expertise des scientifiques ne suffit pas seule, à assurer la bonne gestion des risques. C'est à la découverte d'une nouvelle forme de dialogue que vous invite cet ouvrage, à travers l'histoire du

Groupe de radioécologie Nord-Cotentin, le GNRC. L'originalité du GRNC montre qu'un groupe hétérogène est également producteur de savoir partagé. Et, si cette expertise partagée ne gomme pas les sujets de controverse, elle éclaire néanmoins considérablement les citoyens et les décideurs sur des situations complexes où la science, les politiques publiques et la perception qu'en ont les citoyens s'entremêlent. Cette expérience, fondatrice d'un nouveau rapport entre les experts et les associations, est racontée ici par les acteurs eux-mêmes à travers la retranscription de leurs échanges, mise en forme par un journaliste et une ethnologue. Une démarche sans doute transposable à d'autres domaines de la vie publique. » [Présentation de l'éditeur].

## RUTH STEGASSY

**Ruth Stegassy** est une journaliste à France Culture, animatrice de l'émission "Terre à terre". Elle est très active dans le domaine de l'écologie ; elle a lancé une AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne à Radio France, "l'AMAP des Ondes".

[Source : Wikipedia]



« Vive La Terre Geo ; Voyage Vers Le Monde De Demain », Ruth Stegassy, Solar, 2007, 256p.

### Terre à terre

[http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre\\_a\\_terre/index.php?emission\\_id=40](http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/index.php?emission_id=40)

Archives non officielles : <http://www.terreaterre.wv7.be/>

### Constat

En quelques années, les questions d'environnement sont arrivées sur le devant de la scène. On est désormais bien au-delà de la simple "défense de la nature". L'air, l'eau sont touchés ; les secteurs agricole et industriel, la politique, le commerce, la recherche, les relations internationales sont concernés, secoués par des crises qui vont en s'amplifiant.

La prise de conscience ne s'est pas faite sans douleur. Annonces catastrophistes des uns, dénis volontairement aveugles des autres, on a pu se sentir dépassés, incapables de faire la part des choses, en manque d'informations fiables, manipulés.

### Projet

Faire le lien entre les informations qu'on reçoit de partout ; tisser un réseau entre tous ceux qui, en France et à l'étranger, sont dans la recherche active, expérimentent des solutions ; resituer chaque question dans un contexte, prendre assez de recul pour voir comment elle a évolué sur dix ou quinze ans dans son traitement comme dans l'opinion ; être à l'affût des initiatives locales, qu'elles émanent de particuliers, d'associations ou de collectivités territoriales ; savoir ce qui se fait à l'étranger et être un relais des expériences réussies ; chercher à **confronter sans tomber dans la polémique**... ce magazine veut avant tout désamorcer la dramatisation pour permettre la réflexion.

# La simplification qui substitue des slogans à l'expression d'une pensée a l'attrait des fruits vénéneux.

Par Geneviève Guicheney

*Paru dans la Revue Positions et Médias, Mars 2008.*

L'époque appelle à un retour du politique. Non pas qu'elle en soit dépourvue mais tout se passe comme si cela échappait. Nos concitoyens y aspirent qui ont suivi avec intérêt la campagne des élections municipales qu'ici ou là on décrit comme une des plus sérieuses quand d'ordinaire, localement, « les noms d'oiseaux volent » en lieu et place d'un échange d'arguments politiques. Obsédés de communication, nos politiques en oublient de faire état d'une pensée, à partager ou non c'est une autre question. Les politiques et d'autres, responsables de collectivités, d'entreprises, d'hôpitaux, bref dotés d'un pouvoir délégué par et sur les autres. Voilà une occasion de visiter quelques mots dont l'us et l'abus ne laissent pas d'irriter.

Communication. Précède l'action. Une fois passe mais cela prend des proportions dangereuses. Dangereuses pour tout le monde. Démuni le destinataire d'une communication qui n'a qu'elle-même pour objet, pris comme une mouche dans la glu. Démuni aussi l'émetteur qui ne peut répondre de rien et laisse son message sans suite, sinon à forger immédiatement un nouveau message dans une spirale infernale qui vise le plexus plus que le cerveau des destinataires, on a presque envie de dire victimes de la communication. Un présupposé est qu'un bon communicant prend a priori les autres pour des imbéciles. Le but est de leur faire gober quelque chose. Un message habile sidère la pensée. Tout devient slogan. Il y a de la tentation totalitaire là-dedans. Aucune modestie, aucune générosité et des risques calculés mais petitement calculés. Il y a bien un moment où on va se trouver en situation de s'expliquer. Difficile lorsqu'on n'a pas pris le seul risque qui vaille dans une démocratie étendue ici à toutes les relations sociales, celle d'exposer sa pensée, son projet, d'en prévoir la mise en œuvre, d'en mesurer les implications. Au lieu de quoi, on cherche à impressionner, à soulever l'émotion. On voit bien comment au lieu de tisser du lien, on ne fait que le rompre. Il faut couvrir tant de situations et de champs différents, qu'on va forcément, à un moment ou un autre, dresser les gens les uns contre les autres. Et on ne s'en prive pas.

Tout un fatras de mots-clés a surgi rassemblés dans une grande boîte à outils de communication, repris comme autant de pierres d'achoppement qu'ils ne sont pas, détournés d'un sens qu'ils ont ou avaient dans d'autres circonstances mais qui ne trouve plus à s'appliquer. À dire vrai cela n'a même aucune importance. Ainsi quelques mots usés jusqu'à la corde comme fondamentaux, valeurs, émaillent les discours de personnes pourtant sensées qui semblent avoir renoncé à exprimer leur pensée, mais essaient plutôt de la faire entrer, au prix de quelles outrances, dans ces mots-valises dont plus personne ne sait exactement ce qu'ils veulent dire au regard de leur situation, au problème qu'ils sont censés décrire, aux solutions proposées. Quel domaine d'activité échappe aujourd'hui au « retour aux fondamentaux » ? De quoi parle-t-on à la fin ? Qu'est-ce que cette notion appliquée à tout ce qui se peut imaginer, de l'éducation à la justice, en passant par la démocratie locale ou allez savoir quoi. D'ailleurs essayez vous-mêmes, vous verrez que vous pouvez. Pris de court n'hésitez pas avec le ton de circonstance à vous sortir d'un mauvais pas en affirmant péremptoirement qu'il convient ici de « revenir à nos fondamentaux ». Vos interlocuteurs en resteront cois. C'est que c'est sérieux les fondamentaux. Vous ne savez pas ce que c'est mais une fois que l'on va vous a jeté cela à la figure, vous avez du mal à dire que non, non, les fondamentaux ce n'est pas important. Plutôt qu'un mot-valise c'est un mot-piège en ce qu'il ne peut être contesté sauf à avoir l'air de préférer les sables mouvants, l'incertitude, l'improvisation à la solidité de ce qui est fondamental. Un petit tour dans le dictionnaire vous découragera de refuser l'invitation. Nul besoin pour l'émetteur de préciser ce qu'il entend par là. Le mot-piège, le mot-masque dispense de toute précision. Or c'est exactement ce qui manque. Que trouve-t-il fondamental ? Quelle pensée nourrit son propos ? L'emploi d'un mot fort comme celui-là a quelque chose de violent en ce qu'il décourage la réplique. Puisque c'est fondamental sans que l'on sache qui en a décidé on ne discute pas. Pas de question, pas de débat, pas de doute non plus. Or, plus la situation est difficile, plus elle comporte de doutes qui ne trouvent pas à s'exprimer. Et voilà comment on crée petit à petit un chaudron du diable.

C'est si bon pourtant l'incertitude, cousine aimée de la complexité. Sa simple évocation ouvre l'espace, la liberté de douter, de poser des questions, d'hésiter, de partager, de se chamailler, de concilier des intérêts contradictoires et créer les conditions de la négociation, d'entrer dans un espace transactionnel, vivant, bruyant de la vie de tous ceux

qui cherchent à résoudre, apaiser, répondre avec le plus de pertinence possible dans les conditions données.

Pertinence, voilà encore un mot malmené qui n'existe plus que par l'engouement pour son contraire l'impertinence. Comme la communication qui précède l'action, l'impertinence étouffe l'idée même de pertinence. Voilà que nos concitoyens sont supposés vouloir de l'impertinence. Que cache le choix de ce mot et des comportements, actions qui s'ensuivent ? Se moquer de tout et de tous ? Dans notre monde inquiétant et lourd de situations dramatiques et menaçantes voilà qu'on propose de tout prendre à la légère, de confondre liberté d'expression et droit à étriller tout ce qui passe à portée de moquerie et de dérision. Il en faut assurément mais pas tout le temps et pas pour tout. On appréciera au passage ce que cette manie de l'impertinence a de contradictoire avec le « retour aux fondamentaux ». Inconvénient des slogans qui se vampirisent les uns les autres et aboutissent à une cacophonie où l'on ne reconnaît plus rien de ce qui a fait la construction de la démocratie, douloureuse, violente, patiente et toujours remise sur le métier

Contradiction aussi du côté des médias qui se croient obligés de faire la promesse de l'impertinence pour montrer leur indépendance ou allez savoir quoi et dans le même temps se complaisent dans le récit des malheurs et tragédies transformant leurs colonnes et antennes en une suite d'uppercuts dont vous sortez dans un état de découragement nauséeux dont seule peut vous sortir, à condition d'en avoir l'énergie, une colère salvatrice. La colère cependant a besoin de mots pour se sortir de son état émotionnel et faire de la place à une pensée. On ne les a pas toujours à disposition, on n'est pas non plus forcément en situation d'élaboration, démarche barrée autant par la communication que par l'impertinence. Dévoyée, devenue rusée, la communication, indispensable entre les êtres humains, s'est mise en tête qu'elle devait les manipuler. L'impertinence équivaut à un refus du sérieux, comme si le sérieux était ennuyeux. Vous ennuyez-vous lorsqu'on vous aide à comprendre le monde, lorsque ce qui était obscur et vous agressait devient plus clair et que sa cohérence enfin vous apparaît ? Freud a souvent évoqué le sourire que fait naître sur un visage une simple phrase parce qu'elle a frappé juste et dénoue ce qui la minute d'avant faisait encore souffrir.

Simplicité n'est pas synonyme de simplification. Les deux mots existent et couvrent des champs différents. Pour résoudre un problème ardu la simplification sidère, interdit le raisonnement et barre la route à la complexité. Paradoxalement, prendre en compte la complexité est un pas sur la voie de la simplification, laquelle devient alors un outil au service de la résolution du problème.

La simplification qui substitue des slogans à l'expression d'une pensée a l'attrait des fruits vénéneux. Sur le moment c'est plaisant, ça soulage même, mais après la complexité, têtue car elle est la réalité, revient et sert l'addition. On voit alors que la simplification a quelques wagons accrochés à sa locomotive, qui ont nom déception, trahison. Le temps entre alors en jeu. Soit on corrige et reconnaît sous une forme ou une autre qu'il convient de préciser, compléter, enfin de reprendre à zéro et faire le pari que les destinataires ne sont pas si bêtes. Ah, mais c'est qu'ils peuvent l'être par moments, il ne faut pas non plus sombrer dans l'angélisme. Non, ce dont nous parlons ici c'est de la responsabilité de ceux qui ont choisi, accepté, cherché à prendre en charge la gestion de la partie collective de la vie de leurs contemporains. De ce moment, ils passent un contrat tacite avec leurs mandants, quelle que soit la nature de leurs liens. Dans une entreprise, dans un quartier, dans un immeuble, dans une collectivité locale, dans un pays ou un continent, celui qui a du pouvoir doit aussi avoir de l'autorité, laquelle lui vient de la légitimité de sa fonction. La légitimité a en effet besoin d'être établie pour asseoir l'autorité.

Légitimité. Puisque nous avons du goût pour la complexité, nous devons ici reconnaître que la légitimité (d'où exercez-vous votre autorité ? qui vous autorise à vous faire obéir ?) si importante dans nos démocraties représentatives et nos systèmes électifs jusque dans les entreprises n'échappe pas à quelques risques, en particulier l'absence de capacité. Combien de chefs et petits chefs ont fait tout le parcours en respectant les règles, se trouvent du même coup légitimés et se révèlent une fois en place incapables de répondre à l'attente qu'ils ont librement suscitée. Ou encore un grand chef légitime choisit de s'entourer de sous-chefs peu capables ou incompetents pour accroître son autorité. Très risqué car les désordres provoqués par ces intermédiaires faibles et fragiles se retournent à plus ou moins long terme contre le grand chef qui par ce choix révèle sa propre faiblesse qui ne tarde pas à apparaître sous les coups de boutoir des dysfonctionnements provoqués par ses subalternes.

La bonne conduite des groupes humains, on dit bonne gouvernance aujourd'hui sous l'influence du vocabulaire anglo-saxon mais pourquoi pas à condition que l'on ne perde pas les buts, ne se satisfait pas de ces désordres. Les élites, que l'on préfère appeler « personnes en situation de responsabilité », passons, ont l'ardente obligation d'estimer leurs mandants, de vouloir les élever, de se nourrir de leur énergie pour agir et faire agir dans le sens du bien commun dont ils ont pris la charge en même temps que ladite responsabilité.

Incompréhension et désespoir. Voilà à quoi on aboutit en ne remplissant pas sa part du contrat tacite qui lie les responsables à tous ceux qu'ils ont accepté de conduire. Par un mécanisme pervers le débordement gagne. Voilà que le reproche circule comme un mistigri. À qui la faute en somme ? Il faut retrouver une forme d'ordre.

Redressement. Mot redoutable. Comme c'est tentant au pied du mur du débordement. Tout remettre d'équerre à coup de propositions autoritaires parées de fausses promesses. Les Français sont malheureux. Deux solutions : écouter leur souffrance, recueillir ce qu'elle comporte d'énergie, élaborer ensemble des solutions intelligentes conciliables avec l'intérêt commun ou alors, transformer les êtres en souffrance en victimes, désigner une source du mal aussi hors d'atteinte que possible, mondialisation, démission des parents, défaillance des enseignants, temps de travail, modernité, enfin elles ne manquent pas.

Modernité. Nous exaspère au plus haut point. Son emploi. Vous cloue le bec. Balaie tout ce qui peut rattacher à quelque chose, lier, relier, autoriser la transmission, provoquer les frottements féconds. Mérite un meilleur sort. La modernité qui est de toutes les époques est à construire, par tous et tout le temps. Elle n'a pas d'existence en soi surtout quand on la reçoit comme une poutre sur la tête.

Tous les mots que nous avons visités aujourd'hui sont devenus des armes blanches par destination. La conséquence en est une grande souffrance et la colère.

Ne pas voir ici un propos de circonstance plein d'arrière-pensées non dites mais d'actualité dans bien des secteurs de la vie de notre société. L'affaiblissement du pouvoir qui a perdu les fondements (pas les fondamentaux) de sa légitimité et de son autorité débouche inmanquablement sur la désorganisation de la société. Souffrance et colère peuvent être les moteurs d'une saine réaction pour sortir du malaise où l'on se trouve plongé. Encore faut-il en avoir les moyens c'est-à-dire être en mesure de s'approprier les données de la situation, prendre la distance indispensable pour élaborer, le faire collectivement car individuellement cela ne conduit à rien, et enfin disposer des outils et relais de propositions alternatives. Retrouver une forme de paix de l'esprit que seul peut donner l'espoir d'aboutir, quitte à en payer le prix. Faute de quoi, la colère réprimée, dans un pays de jacquerie, s'exprime en explosions.

# 4D a déjà posé les questions

## Médias et démocratie

Peut-on imaginer une démocratie sans médias ? Le développement durable en ce qu'il est porteur d'un renouveau démocratique ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur la place des médias dans le processus en cours.

### 4D organisait le 8 avril 2008 un Mardi de 4D sur Médias et démocratie.

**Autour de la table, Marc Kravetz**, grand reporter et journaliste à France Culture, **François Jost**, théoricien de l'image et professeur à la Sorbonne-Nouvelle et **Edwy Plenel**, journaliste, écrivain, fondateur de Médiapart.

#### Extrait du compte rendu :

#### **Marc KRAVETZ**

« D'ordinaire, quand je vois mon nom associé à un débat traitant des médias, je l'évite, car c'est l'occasion de « bavardages ». Je pense que nous avons mieux à faire que de communier, généralement pour ou contre, sur « les médias sont... » ou « les journalistes sont... ». Comme personne n'a envie de se reconnaître dans le modèle, et que tout le monde a quelque chose à dire sur le sujet, je préfère le faire en petit comité, voire pas du tout.

Ce soir, en revanche, la personnalité de Geneviève, et ce que je connais de votre association me disent que nous pouvons aborder le problème sérieusement. De plus, le fait d'être associé à Edwy Plenel (lequel anime actuellement un projet qui essaie de faire honneur au journalisme) me fournit aussi une excellente raison de participer à ce débat.

#### **Peut-on imaginer une démocratie sans médias ?**

Je me garderai de répondre de façon trop rapidement tranchée. Tout dépend du sens et de l'extension que l'on va donner au mot « médias ». J'ai ainsi consulté le Robert à propos de la définition du mot : « tout moyen de diffusion, de distribution, de transmission de signaux porteurs de messages écrits, sonores, visuels », auquel il conviendra d'ajouter le mélange numérisé des genres à l'heure de l'Internet (Edwy Plenel en parlera mieux que moi).

Cette définition des médias s'inscrit dans le cadre d'une société de masse, donc aussi de la démocratie. Mais je n'ai pas l'impression que c'est le sujet de ce soir ; nous serons probablement d'accord, sans avoir trop à en discuter, pour restreindre le sens du mot « médias » aux outils d'information (principalement la presse) et à l'usage qu'en font ceux qui la consomment et s'en servent. Si, sur cette base, on se pose la question d'imaginer la démocratie avec ou sans médias, ma réponse sera franchement mitigée (au risque de vous choquer). Une chose est d'imaginer, ou de se battre pour, la démocratie ; une autre est de vivre avec, ce qui est notre cas. On peut à bon droit se poser la question : le rôle ou le statut de l'information sont-ils à ce point essentiels qu'on ne pourrait pas s'en passer ? La pratique, l'usage, la vie, nous montrent plutôt le contraire.

Dans les faits, on peut noter la baisse tendancielle et continue du nombre de lecteurs de la presse quotidienne. A la télévision, vous avez les jeux, la pub... mais je ne suis pas sûr que le journal soit LE produit d'appel. Globalement, l'information ne fait pas recette. J'ai proposé ailleurs un exercice long et fastidieux, mais qui peut intéresser des élèves d'école de journalisme : il s'agirait de relever, pour un jour donné de la semaine (mardi ou mercredi), un ensemble d'informations disponibles dans tous les genres et dans tous les domaines, et de comparer ces informations disponibles, éventuellement classées et hiérarchisées, avec, en ordre décroissant, un journal de presse écrite de bonne réputation, un bulletin d'information radiophonique (à une heure où passent les « vrais » journaux, et pas simplement le rappel des titres) et un journal télévisé. Vous vous apercevrez alors de la perte considérable occasionnée...

Il est exact qu'on ne peut pas tout dire ni tout embrasser en permanence. Cependant, on doit s'interroger : pourquoi reste-t-il si peu d'informations ? Contrairement au cliché qui circule en boucle, selon lequel nous sommes inondés d'informations qui nous arrivent de partout, on ne peut prétendre être accablé d'informations, si on résume ce que l'on peut voir et, surtout, retenir, en fonction d'une approche strictement quantitative.

Si l'on va plus loin en analysant le sens de l'information, le bilan sera vraisemblablement encore plus pessimiste, et plus contrasté.

*Le compte rendu du  
Mardi de 4D du 8 avril  
est en ligne sur le site  
Internet de 4D, dans  
l'espace adhérent !  
[www.association4d.org](http://www.association4d.org)*

Je pratiquais plutôt un journalisme de terrain et de reportage, plutôt à l'étranger. Par rapport à ce que je viens de remarquer, si je m'attache plus particulièrement à l'information internationale ou étrangère, on passe carrément du manque à l'absence : les sujets étrangers sont ceux qui ont à peu près totalement disparu des journaux, à l'exception de quelques titres concernant des événements catastrophiques (en France, mais pas seulement).

### Comment comprendre cela ?

Pour tenter d'en appréhender l'enjeu, prenons un exemple simple, tiré de l'actualité chaude et récente : l'Afghanistan. Quiconque s'autorise à penser, comme disait Coluche peut se demander s'il faut envoyer 700 soldats français supplémentaires en Afghanistan. Pour y faire quoi ?

Mon propos n'est pas d'entrer dans ce débat, mais je souhaiterais seulement poser une question élémentaire : combien de journaux ont un envoyé spécial en Afghanistan ? Combien d'enquêtes peut-on lire sur ce qui s'y déroule, qui permettraient d'en débattre ? De quel type d'informations disposons-nous qui permettraient de distinguer les enjeux ? Je trouve troublant, à tout le moins, que sur un sujet préoccupant - les soldats ont des familles, et tout le monde aurait de bonnes raisons de désirer savoir ce que nous allons y faire - il ne faut pas compter sur la presse pour en apprendre davantage. Il faudra s'appuyer sur des clichés, sur des préjugés, sur des opinions parfois informées - qui paraîtront dans les nombreuses tribunes libres des journaux, et non sur ce qui fait le cœur, l'essence du métier de journaliste, c'est-à-dire l'enquête, le reportage sur ce qui se passe.

Dans le cas de l'Irak, où la France n'est pas directement engagée, mais dont on parle tout de même beaucoup, l'absence d'envoyés spéciaux, sauf de loin en loin, n'est pas normale, par rapport à un sujet susceptible de peser réellement sur le destin du monde ; ce qui s'y passe, ou les quelques bribes qui nous parviennent, mérite que nous nous y arrêtions. Il y a des exceptions : j'ai lu un excellent reportage d'un envoyé spécial du Monde, Patrice Claude, sur une pleine page, voici une quinzaine de jours. C'était une bonne enquête, bien écrite, et on se demande pourquoi Le Figaro ou Les Échos ou Libération ne sont pas capables d'avoir un reporter là-dessus. De loin en loin, les télévisions envoient une équipe, pour deux ou trois jours. Bien sûr, des problèmes de sécurité se posent, aggravés ; mais les risques encourus en Irak et la façon de les traiter ne concernent pas le débat public, c'est l'affaire des rédactions. Le débat public est le suivant : on parle sans cesse de choses à propos desquelles on n'informe pas. A ce niveau, chacun est en droit de considérer que quelque chose ne va pas, dans la mesure où la part du reportage et de l'enquête dans les journaux ne cesse de baisser. Tout à l'heure, nous parlions de l'aspect quantitatif du problème, mais là, c'est ce qui fait l'essence même de l'information qui disparaît : voir, à travers les propos de quelqu'un dont c'est le métier d'entendre et de comprendre, de recevoir les témoignages. Si on n'a plus cette composante, on peut parler de médias, mais non de journalisme. Et si cela continue à disparaître, on peut dire que la démocratie peut vivre sans information.

J'ai pris des exemples exotiques, voire romanesques, l'Afghanistan, l'Irak. Mais en novembre 2005, dans des cités suburbaines situées notamment autour de Paris, des voitures ont brûlé... Émeutes pour les uns, révolte pour d'autres, peu importe. A cette occasion, des cohortes de journalistes, français autant qu'étrangers, ont été envoyées sur place, pour l'événement, pour l'image. Les reporters envoyés ont reçu des pierres sur leurs voitures ou sur la tête, ce qui est notoirement désagréable ; ils ont été mal reçus, et ont à peine pu parler avec les gens que ce soit les auteurs de trouble ou leurs copains. On dit souvent, pour les reportages lointains, que ça coûte cher, que ça prend du temps, mais là, c'est de l'autre côté du périphérique, qui, il est vrai, est une frontière difficilement franchissable pour la presse parisienne. En tout état de cause, en novembre 2005, on découvre qu'on n'y a jamais mis les pieds et qu'on ne sait pas de quoi on parle.

On sait que ça brûle, et on juge : de gauche ou de droite, on incrimine différents responsables... Les opinions et les débats d'opinion sont très respectables ; on s'aperçoit cependant que personne ne travaille sur le sujet depuis suffisamment longtemps pour donner des explications de fond. Des voitures, des écoles brûlent, des personnes sont blessées, c'est un débat global et il est normal qu'on en fasse des titres. Mais, quant aux débats sur l'école, sur le travail, sur l'intégration - vous remarquerez que les débats ne manquent pas et que nous avons à chaque fois des spécialistes - voire de bons spécialistes, mais combien avons-nous de bons reporters ?

Parfois, on capte le « témoin », qui va souvent jouer son rôle de façon caricaturale, avec l'accent, le bonnet, la casquette, etc. Mais quelqu'un qui raconterait ce qui s'est produit à Villiers-le-Bel, Clichy-sous-Bois ou Blanc-Mesnil, sans pour autant avoir tout vu, qui dirait comment les choses ont bougé dans telle cité, simplement cela, non, on ne le trouve pas... Ce n'est pourtant pas une utopie : il n'y a pas si longtemps, vous le trouviez dans les journaux. J'ai évoqué les arguments de l'argent, de l'espace, du temps qui manqueraient... J'assistais récemment à un débat portant sur le Liban dans la presse. Les arguments principaux évoqués par les journalistes étaient le manque de temps et d'argent. Or, c'est un des rares sujets dont je peux parler avec expérience et compétence, et je peux vous assurer

que le journal qui m'employait alors avait encore moins d'argent qu'aujourd'hui. Je veux signifier que le problème n'est pas lié à l'argent, à l'espace ou au temps, mais à une question de choix. Je refuse d'entendre tout autre argument : la production d'information est, dans tous les cas, coûteuse, donc il s'agit seulement d'opter pour le thème auquel on va consacrer de l'argent. Si on ne consacre plus d'argent aux reportages consacrés à l'actualité internationale, ou aux problèmes des banlieues, c'est qu'on choisit de parler d'autre chose... mais alors ce n'est plus du journalisme. On n'enquête pas, on n'envoie pas les journalistes sur le terrain, ce n'est pas la priorité... et on parle d'autre chose.

J'ajouterai deux éléments.

1. Une vieille tradition culturelle française veut que le journalisme d'analyse, de point de vue, a toujours été plus important que le journalisme factuel. La question « Peut-on imaginer la démocratie et les médias l'un sans l'autre ? » n'aurait pas de sens si le débat avait lieu dans une banlieue new-yorkaise, ou même dans le Minnesota, car les Américains ont intégré cela dès leur premier biberon. Le principe est là - l'usage est une autre affaire - : sans les médias, sans l'information, il n'y a pas de démocratie possible. Donc, les journaux travaillent d'une autre façon, se regardent d'une autre façon, surtout quand ils manquent à ces principes de base.

En revanche, il n'y a pas de différence radicale sur ce qui fonde tout cela, à savoir la liberté d'expression et de publication. Nous avons les lois de 1881 et la suite, et les Etats-Unis ont leur Premier amendement ; et cela vaut, avec d'autres textes, pour toutes les démocraties modernes. Je ne discute pas la philosophie du droit, selon laquelle le premier amendement et les lois de 1881 ne disent pas exactement la même chose ; le résultat est en l'occurrence le même. Nous pouvons tout dire, nous en sommes fiers et nous avons raison de l'être.

2. Les Etats-Unis ont toutefois une autre particularité, sur laquelle j'attire votre attention. C'est le Freedom of Information Act, FOIA, dont les premiers textes ont été promulgués en 1967, qui se traduit non par la liberté d'information, mais par le droit d'accès à l'information. Ce qui implique qu'aucune institution américaine, fédérale ou étatique, régionale, locale, ne peut interdire à un citoyen, y compris journaliste, d'avoir accès à ce qui relève de la décision politique publique des élus ou de l'administration. Bien entendu, tout n'est pas accessible ; pour rendre inaccessible un document, l'institution à laquelle il est réclamé doit explicitement classer l'information comme « intouchable », pour des raisons de sécurité nationale, de protection de la vie privée, etc. Il faut que cela soit exprimé et cela ne suffit pas : si vous réclamez un document à une administration étasunienne et qu'elle vous oppose ce type de refus, vous avez un recours. C'est précisément l'inverse de notre système. En effet, ce n'est pas la loi qui interdit tout et définit ensuite ce qui est communicable, mais la loi qui protège le droit du citoyen, et, en même temps, lui permet de s'opposer et de défendre son point de vue devant un juge.

Quelques exemples : c'est grâce à cette disposition que les fameux Pentagon papers de la guerre du Vietnam ont pu être publiés. C'est aussi grâce à cela que les grands journaux et agences de presse américains ont pu avoir accès, quasiment in situ, à des renseignements très importants concernant des opérations en Irak ou, ce qui a provoqué beaucoup d'émoi, le différentiel des taux de suicide des jeunes soldats engagés en Irak par rapport à la tranche d'âge correspondante aux États-Unis.

De la même manière, sur des sujets beaucoup plus terre-à-terre et ordinaires, vous trouverez, sur Internet, dans la presse américaine, dans de grandes agences telles que Reuters, la précision : les informations publiées dans cet article ont été obtenues auprès de telle administration en vertu du FOIA. C'est un combat formidable. Nous sommes quelques-uns, en France, à avoir tenté de sensibiliser les parlementaires et/ou hommes politiques que nous rencontrons : parmi les éléments qui pourraient réellement orienter notre pays vers une démocratie moderne, soucieuse de la participation des citoyens et de leur pleine information, de façon à pouvoir débattre en connaissance de cause, le libre accès à l'information est un facteur important. Ce qui relève véritablement de la défense nationale, du « secret défense » si souvent invoqué, recouvre une part extrêmement minime.

Et on ne peut pas dire que les Etats-Unis soient paresseux sur ce plan - ils ont leur dose de paranoïa -, ni que leur gouvernement soit plus enclin à la transparence ; aucun gouvernement au monde n'a jamais fait de la transparence de ses décisions une bannière.

#### **En guise de conclusion :**

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la tendance que je viens d'exposer n'est pas marginale : des efforts, des expérimentations existent, dans le sens d'une presse qui informe réellement, à l'instar de celle d'Edwy Plenel. Dans le reste du monde, bien sûr, il y a toujours des combats pour la liberté d'expression. Mais on n'entend parler que de cela : les journalistes emprisonnés pour avoir critiqué le régime.

Or, l'enjeu est de moins en moins celui-là. Dans le monde entier, des journalistes ont été tués en couvrant des conflits dangereux. Mais les principaux cas d'assassinats de journalistes sont les suivants : aux Philippines, au Mexique, au Mali, au Honduras, etc., les violences visent des journalistes qui publient dans de petits journaux ou sur de petites radios en

faisant des enquêtes qui décrivent par exemple ce qu'il est advenu de telle somme d'argent ou pourquoi tel engagement n'a pas été tenu... Ce sont des exemples minuscules. Aux Philippines, dans cet immense archipel, il y a eu plus de quarante morts parmi des journalistes de radio qui, dans des installations vétustes, disent : « Nous avons voté pour Untel, et nous avons eu tort, voilà ce qu'il a fait, voilà comment il a trahi ses promesses... ». Ils dénoncent des sortes de Watergate municipaux ; ils font vraiment leur travail, et ils nous font honneur.

Un dernier exemple, parmi cent autres que je ne pourrai nommer : celui de ce jeune journaliste de 27 ans, en Ouzbékistan. Opposé à un régime post-stalinien corrompu et fortement courtisé par les grands pays occidentaux, pour diverses raisons, stratégiques, pétrolières..., ce jeune homme n'a pas trouvé d'autre moyen de défendre ses amis pourchassés que de créer un journal qui raconte, au jour le jour, ce qui se passe, qui propose des enquêtes et des reportages. Il a récolté deux balles dans la tête. Ce serait tout aussi grave s'il avait été un éditorialiste connu, ou un journaliste d'opinion. Mais ce sur quoi j'attire votre attention, parce que ça me semble central, c'est que, pour ce petit combat tragique, l'enjeu est le même que pour le FOIA, ou pour nos propres défaillances : il n'y a pas d'information sans démocratie, mais on peut toujours se passer d'information pour autant qu'on ne croit pas trop à la démocratie. »

## **Edwy PLENEL**

« Avant d'évoquer le média participatif - c'est le sens de « MediaPart » - je voudrais répondre à la question posée ce soir, car ce n'est pas un débat anodin ou répétitif ; il est au contraire très actuel, très urgent et insistant. Et je remercie votre association de le susciter.

Je donne un cours à quelques étudiants américains de l'université de Columbia, qui sont là ce soir ; ce qui prouve bien que cette question n'est pas seulement la nôtre, et nous voyons bien sa pertinence. Vous avez tous en tête la façon dont l'humanité vit actuellement les conséquences d'un mensonge d'État qui a fonctionné à grande échelle pendant deux ans jusqu'à ce qu'un Marc Kravetz local signe la fin de la récréation. Je parle bien sûr des armes de destruction massive et de l'intoxication de l'opinion américaine, qui a un grand sens démocratique, mais n'a pas été correctement informée et n'a pas pu faire levier pour empêcher la fuite en avant dans la guerre en Irak qui, évidemment est une ombre portée sur les décennies à venir. Et nous débattons aujourd'hui des suites, à propos de l'Afghanistan. Mais il y a quand même ce levier-là. En France, tous médias confondus, y compris au Figaro, nous ne sommes pas tombés dans ce mensonge médiatique, avec toutes les conséquences qu'il aurait pu avoir pour la démocratie. Sans surprise, je vais revisiter ce qu'a dit Marc, dans la même direction.

### **I. Quel est l'enjeu démocratique ?**

Je souhaite y revenir. En effet, parfois, comme nous sommes tous des citoyens insatisfaits, dans notre regard critique sur les journalistes et les médias, nous avons tendance à oublier cet enjeu. C'est-à-dire à nous comporter en lecteurs, en auditeurs, en consommateurs insatisfaits, tant les journalistes sont omniprésents et donneurs de leçons, et tant ils ont, parfois, du pouvoir, le pouvoir de dire et de ne pas dire. Du coup, dans notre regard, nécessairement et légitimement critique, nous oublions ce qui nous concerne en tant que citoyens. Et les journalistes sont aussi des citoyens.

Donc, premier point : nous ne parlons pas du droit des journalistes, du droit à la liberté de l'information, à la protection de certaines pratiques journalistiques ; nous parlons d'un droit des citoyens. Il n'est pas très ancien ni très solide, et, en France, il a mis beaucoup de temps à être conquis. A mon sens, il n'est pas suffisamment ancré dans notre culture démocratique. Marc Kravetz a rappelé le premier amendement de la constitution américaine, et on peut observer la grande stabilité du pouvoir américain, au-delà des excès de ce pouvoir, alors que nous connaissons la grande instabilité de nos deux siècles constitutionnels. Ce premier amendement affirme qu'on ne peut pas édicter de loi contre la liberté de la presse, pas plus que contre la liberté de réunion ou la liberté des cultes. C'est un droit absolu ; comme tout droit, il rencontrera la limite d'autres droits : la démocratie implique des conflits de libertés, puisque la limite de ma liberté, c'est ta liberté.

C'est un détail peu connu de notre culture ; nous avons mis un siècle à conquérir ce droit. Très contents de parler de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, nous oublions que, avant la loi de 1881, et son article 1 (la librairie et l'imprimerie sont libres.), il a fallu un siècle, de même qu'il a fallu pratiquement un siècle pour installer une culture républicaine dans ce pays.

Et on s'aperçoit bien actuellement de notre crise démocratique ; elle produit des lois à répétition qui créent des problèmes plus qu'elles ne les résolvent. Je pense en particulier à cette statistique : depuis les années 1980, sans inclure les lois sur le droit d'asile, nous avons produit, tous les deux ans en moyenne, une loi sur l'immigration ; ce qui

démontre bien qu'on ne résout pas un problème, mais qu'on le crée. Si nous revisitons les lois de la IIIe république, les lois scolaires, la loi sur la presse, les lois sur les associations, celle de 1905 portant sur la séparation des églises et de l'État, etc., nous nous apercevons que ce sont des lois fondatrices.

Pourquoi ce détour ? Parce que la déclaration des droits de l'homme de 1789 est une curiosité démocratique dont nous n'avons pas lieu d'être si fiers... Son article 11 dit ceci : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » Nous sommes confrontés là au ver qui a été mis dans le fruit de notre culture, ce que Rosanvallon appelle « l'illibéralisme français ». En proclamant ce droit, nous l'avons assorti d'emblée, dans l'article même qui le définit, d'un « sauf » privatif. C'est comme si on affirmait : vous avez le droit de vous réunir, sauf... vous avez le droit de pratiquer la religion de votre choix, sauf... vous avez le droit de voter sauf... Un tribunal peut effectivement vous priver de vos droits civiques, un préfet de police peut décider d'interdire une réunion, et ainsi de suite, mais il ne peut y avoir, au cœur même de la proclamation du droit, de notion restrictive. Or, elle y figure.

Les Américains sont fondateurs, dans ce bouillonnement des Lumières - je sors là de notre opposition. Par exemple, Thomas Paine (trop oublié, il a été citoyen américain, citoyen anglais et citoyen français) participe à la Convention, et c'est le grand journaliste de la révolution américaine. Nous l'avons fait citoyen français ; il a été élu à la Convention et il a échappé à la Terreur. Quant à Jefferson, le troisième président des Etats-Unis, il a tenu ces propos formidables, que les Belges ont expérimentés récemment : « Entre un pays avec un gouvernement et sans presse, et un pays sans gouvernement mais avec une presse, je préfère la seconde solution. »

En 1793, la première constitution républicaine fonde la première République la Terreur, cette dictature d'assemblée, a certes entachée. C'est un moment, assez stupéfiant, où le cheminement du libéralisme politique va se poursuivre, avant de basculer dans la crispation de la Terreur. Or, dans le préambule de la Déclaration des droits de l'homme de 1793, l'article 7 est une traduction du premier amendement américain, et ne comporte plus de « sauf » privatif : « Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par voie de presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes ne peuvent être interdits. » Pas de « sauf ». La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme. C'est une évidence fondatrice. Je le souligne, car c'est au cœur de la construction du droit européen qui, sur la question des libertés individuelles, nous a fait progresser de façon importante. Vous savez, par exemple, que les grandes décisions de la Cour européenne de Strasbourg disent que le journaliste est le watch dog (le chien de garde) de la démocratie ; ce qui sous-entend qu'un chien de garde n'est pas forcément toujours amical, qu'il peut montrer les crocs, aboyer et réveiller tout un quartier à quatre heures du matin... mais qu'il vaut mieux ce désordre, cet embarras que le silence et l'indifférence. C'est le premier point que je souligne : au fond, il ne s'agit pas d'une liberté des journalistes, mais d'une liberté devant être affirmée comme fondamentale, sans conditions.

## II. L'information et l'opinion

Aujourd'hui, cette question est aussi très actuelle, au cœur de la crise de notre profession. Le site participatif né dans la transition coréenne, Ohmynews, est lié au fait qu'il n'y avait pas d'information dans les journaux issus du régime militaire. Les journalistes qui ont créé ce site ont adopté un slogan : « A citizen is a reporter » (tous journalistes !). Évidemment, dans ce cas, nous ne sommes plus journalistes, et c'est la grande peur d'Internet : la déstabilisation de notre culture professionnelle.

Cette question est essentielle. Je ferai un détour par des auteurs proches des idéaux de votre association. Je pense à Günther Anders, le premier époux de Hannah Arendt, qui est un des pionniers de la réflexion écologique : il est le premier à affirmer qu'on ne peut penser Auschwitz sans penser Hiroshima, et à avoir esquissé le principe de précaution, à partir de l'idée selon laquelle nous devons non seulement penser à notre mémoire, mais également aux générations encore à naître.

Pourquoi ce détour ? Parce que, parmi les intellectuels issus de la catastrophe, Hannah Arendt, dans son dialogue avec Anders, a posé une question essentielle qui bouscule profondément notre culture démocratique française. Pour nous, le journaliste reste avant tout un journaliste d'opinion, de point de vue, un écrivain qui sera un jour à l'Académie française ; il exprime une opinion, un commentaire. Et nous valorisons moins le cœur de notre métier. Hannah Arendt, parfois, faisait du journalisme, pour le New Yorker, ce même journal qui a sonné la fin de la récréation américaine en Irak en révélant Abou Ghraib, ce qui a permis de détricoter tout le mensonge.

Une parenthèse : aux Etats-Unis, dans ces cas, ce n'est pas seulement la presse qui réagit. En 2004, une commission bipartisane a été mise en place, un rapport établi, pour rendre officiel qu'il y a eu mensonge.

En 1967, l'année du FOIA, après avoir été profondément blessée par les critiques contre son reportage sur le procès Eichmann à Jérusalem, Hannah Arendt a écrit un texte, publié dans Crise de la culture, intitulé « Vérité et politique ».

Elle y écrit : attention, dans notre monde moderne de communication, surinformé, nous pensons savoir les choses. En fait, nous nous trompons. Ce qui nous envahit, ce sont les « vérités de raison », c'est-à-dire les vérités d'opinion, de préjugé, de point de vue, de jugement, les vérités de croyance, de sensibilité. Nous en avons tous, et le cerveau humain en produira toujours des milliers, qu'elles soient raisonnables ou non, pertinentes ou totalement folles. Mais si ce sont ces seules vérités qui sont produites (mon opinion, ma sensibilité contre les tiennes, ma croyance ou mon préjugé contre les tiens), il n'y a plus de monde commun. Nous ne parlons plus d'une même chose ensemble. C'est pourquoi, dit-elle, il est une chose beaucoup plus fragile, qui menace bien davantage celui qui l'émet que celui qui énonce une opinion ou un jugement : ce sont les « vérités de fait ». Ces vérités sont au cœur de la production démocratique ; sans elles, il n'y a plus de communauté ni de travail commun.

A mes yeux, derrière la liberté fondamentale des citoyens que j'ai décrite plus haut, voilà ce qui fonde l'autonomie nécessaire à la garantie de cette liberté fondamentale revendiquée par les journalistes. Ils sont des artisans de la vérité de fait, et ils en répondent dans leur pratique professionnelle, dans leurs règles de déontologie. Pour pouvoir assurer ce travail, ils doivent disposer d'une autonomie garantie, d'une très forte indépendance. Pourquoi ? Parce qu'ils doivent être en mesure de trouver des vérités de fait qui vont nous déstabiliser, bousculer nos opinions et nos sensibilités. Cette autonomie construite collectivement est indispensable pour que les journalistes puissent trouver ces vérités. Pendant des années, j'ai porté un lourd péché, que l'on m'a fait payer : je suis de gauche et cela ne m'a pas aigri ou rendu mécontent. Mais, ayant fait le choix d'être journaliste, si je trouvais des informations néfastes ou embarrassantes, voire accablantes et accusatrices pour une présidence de gauche, en l'occurrence celle de François Mitterrand, l'honneur de mon métier exigeait que je les traite. D'où cette contradiction : trouver, traiter, mettre en scène des informations qui déstabilisent jusqu'à votre propre sensibilité.

### III. La distinction entre presse et médias

Bernard Stiegler nous alerte très souvent sur la nécessité de cette distinction. Il ne parle pas en termes de support ; il ne s'agit pas de la presse au sens du papier, mais en termes chronologiques. L'exigence démocratique a en effet commencé avec la presse : l'ère médiatique s'ouvre avec la presse de masse, c'est-à-dire en 1870-1880. Au moment de la deuxième révolution industrielle, celle de l'électricité, de la rotative, la presse était encore un produit un peu confidentiel et aristocratique. Soudain, elle devient bon marché, donc se diffuse plus largement. Ensuite viennent la radio et la télévision. Aucun média ne tue le précédent ; aujourd'hui encore, le numérique, pas plus que les précédents, ne tuera les autres.

Pourquoi cette distinction entre presse et médias ?

Elle renvoie non au support, mais au type d'idéal professionnel défendu. En employant le terme « presse », ce que je vais dire peut donc concerner des journalistes de radio ou de télévision.

L'opposition est la suivante :

- entre l'arrêt (une hiérarchie, un agenda, une façon indépendante de lire l'actualité - l'agenda du président de la république n'est donc pas nécessairement le plus pertinent pour comprendre le monde), le temps de la réflexion ;
- et le flux.

La presse renvoie à cet arrêt, à l'organisation d'un « chemin de faire », alors que le média renvoie à l'image du flux, qui a comme conséquence l'oubli. Aujourd'hui efface hier, et sera effacé par demain. Nous sommes au cœur de la crise de nos sociétés, dans lesquelles les médias peuvent constituer soit une alerte, soit un facteur aggravant ; nous sommes plongés dans ce que l'historien François Hartog appelle « le présentisme », un présent omniprésent, qui ne voit plus que le présent, l'immédiat, et où la temporalité démocratique n'existe plus, un temps dans lequel je pourrais m'arrêter, réfléchir et agir.

En conséquence, qui dit médias, dit logique d'audience, pour rassembler le plus grand nombre, la masse, la foule anonyme. En revanche, la presse parle de construire un public, ce qui renvoie à un citoyen fidèle qui vient à un rendez-vous et qui discute.

Ce dernier point est essentiel car il est au cœur de la déstabilisation produite par la troisième révolution industrielle. Cet enjeu démocratique est commun aux trois intervenants de ce soir, pour des médias différents, avec des itinéraires différents, étant aussi citoyens, avec des sensibilités, des convictions. Ce qui nous rassemble, qui a été mis à mal, faisant régresser des fraternités nécessaires, c'est que, si notre métier a un sens et une légitimité démocratiques, ce n'est pas via l'expression d'opinions ni de points de vue ou de jugements qui sont des droits communs à tous ; c'est que nous avons un droit, un travail, une compétence spécifiques, à savoir la possibilité d'aller chercher des informations là où on ne veut pas les donner, les hiérarchiser et proposer différentes hiérarchies, différents agendas (d'où le pluralisme), les contextualiser, leur donner une profondeur. L'exemple de l'Afghanistan en est évidemment une illustration.

Ce modèle est aujourd'hui en crise, doublement.

D'une part, la crise est globale, en lien avec la révolution du numérique.

Ceci est vrai d'une manière très spécifique, en France. A cet égard, Élisée Reclus, autre ancêtre de la pensée écologique, utilisait un néologisme en parlant de « régrès », terme qu'il emploie dans un texte publié au moment de sa mort, en 1905. Il croyait au progrès, mais disait qu'on ne peut penser le progrès sans ces « régrès ». Il avait voyagé à travers le monde de la deuxième révolution industrielle, des impérialismes, des bouleversements, etc.

Or nous voyons bien que nous sommes au cœur de ces enjeux. Ainsi, à quoi le débat sur la Chine renvoie-t-il ?

Précisément à cette vision : pense-t-on ou non la dialectique entre progrès et régrès, à l'instar d'auteurs tels qu'Edgar Morin ? Si on ne pense que le progrès, on réédite les illusions du XXe siècle, que ce soit la version marxiste ou la version économique libérale, en prétendant que le progrès fera le bonheur de l'humanité, par l'abondance de biens ou par le développement autonome.

Progrès, certes, de par un taux de croissance digne du XIXe siècle, mais combien de régrès ? La Chine n'est pas seulement aux prises avec le problème du Tibet, mais aussi avec une crise sociale et démocratique... Internet est un outil démocratique formidable. Un de nos confrères, qui travaille pour un journal chinois du business fait pour les investisseurs et les nouvelles classes moyennes, tient un blog ; il reçoit une circulaire d'un département du comité central, qui recommande de ne pas fêter Tien An Men, etc., et décide de la renvoyer via sa messagerie Yahoo, hors de Chine. Qu'ont fait les autorités chinoises ? Elles ont contacté Yahoo, qui a donné l'identité de ce confrère, lequel a été condamné à trois ans et demi de prison. Nous sommes là au cœur du progrès / régrès : Internet, les mails, la démocratie, etc.

Nous percevons bien que nous sommes dans une révolution industrielle, qui concerne tous les peuples, et dans des rapports de force.

Quels usages sociaux vont sortir de cette révolution ?

Voilà l'enjeu que nos partis politiques ne parviennent pas à porter. Nous nous situons dans un moment de transition qui lie aussi bien le débat sur l'Irak, sur l'Afghanistan, que celui sur le développement durable ou la démocratisation de la Chine.

Les usages sociaux sont des deux côtés :

- celui du progrès, avec la démocratie permise par la révolution numérique. Le lien, le partage, l'échange, le logiciel libre, une documentation infinie, une façon d'interagir, des journalistes interpellés par les lecteurs et devant descendre de leur piédestal. Il y a une gratuité formidable du Net, au sens d'acte gratuit ; le logiciel libre est digne des socialistes utopistes du XIXe siècle ; les améliorations que les utilisateurs développent eux-mêmes sont remises ensuite à la communauté ;

- comme dans toute révolution industrielle, il y a l'envers du décor et nous pouvons employer les vieux mots - capital, travail, plus-value. Qui va assumer le rapport de force ? Quel est le lien entre la puissance publique et le capital ? S'autonomise-t-elle, définit-elle des principes publics qui se détachent des intérêts privés ?

Nous sommes là au cœur de problématiques qui vont ou non permettre d'accroître l'indépendance des journalistes et des citoyens, qui vont ou non permettre que notre profession défende ses idéaux professionnels.

Et le cheval de Troie qui va réduire les potentialités démocratiques porte un double nom : audience et gratuité.

### **La gratuité**

L'information est gratuite sur le Net ; a priori, c'est merveilleux. Mais cette gratuité répond à une logique d'audience, c'est-à-dire que le nombre de clics renvoie aux coûts publicitaires, etc.

Mais voilà, c'est une illusion ; nous n'aurions aucune raison de défendre l'existence d'un service public si tel n'était pas le cas. Si l'audience et la gratuité suffisent pour produire la qualité citoyenne, cela signifie que la main invisible du marché suffit...

Rappelons que le service public n'est pas gratuit. Je fais partie des gens qui estiment que nous ne payons pas assez cher la redevance : c'est notre impôt qui finance l'existence d'un service public qui diffuse des documentaires à 21 heures, qui produit France Culture, France Info, etc.

De la même façon, la logique publicitaire va aux majors. Dans le cadre du « tout publicitaire », un indépendant, un outsider ne pourra pas s'imposer durablement, surtout s'il émet des informations qui dérangent.

### **Conclusion**

Remarquons que la Toile est un phénomène récent : le world wide web (www) n'a que quinze ans. La thèse de Google (non la mise en œuvre de l'entreprise, qui est postérieure) date de 1997, soit à peine onze ans. Les enjeux essentiels sont à venir, et ce sera ma conclusion : laissons-nous le champ libre à cette offensive marchande des « netocrates » qui

considèrent que le Net est leur univers, c'est-à-dire une affaire de tuyaux et de compétences, qui n'appartient pas à la collectivité ?

Net = tuyaux + juristes + marchands

Les journalistes n'en feraient pas partie comme ils devraient, c'est-à-dire comme des citoyens qui construisent des fidélités de public, d'adhésion, selon une logique de qualité des contenus, conforme à la valeur d'usage de la presse en France.

Pourquoi la presse quotidienne est-elle en crise ? Parmi de nombreuses raisons, il en est une, essentielle : ce n'est pas une crise de la demande, de la part d'un public qui lirait moins, mais une crise de l'offre. A quoi sert un quotidien ? Il a une valeur d'usage en m'offrant chaque jour de l'information qui fait de moi un citoyen qui réfléchit de manière autonome. C'est cette bataille, humaniste, culturelle, démocratique qui est au cœur de la révolution numérique.

Dans ce contexte, le cas français est spécifique. Tout ce que je viens de décrire ne concerne pas particulièrement notre pays. Mais, pour revenir à mon point de départ, je pense que notre pays est une démocratie « de basse intensité ». Une anecdote. A Saint-Germain-l'Auxerrois, à côté du Louvre, on célèbre parfois les mariages chics. Pourquoi les beaux quartiers viennent-ils convoler dans cette église ? Jusqu'à la construction de Versailles, c'était l'église des rois de France. Après la Révolution française, Saint-Germain-l'Auxerrois a été un commissariat, puis est redevenu une église. Actuellement, quand vous entrez, dans la partie ancienne, vous êtes à l'endroit où Louis XIII et Louis XIV ont prié... on a là le symbole : la monarchie, le pouvoir de droit divin, la servitude volontaire, le « Grand Un », la nation... Quand vous entrez dans cette église et que vous marchez vers l'autel, il y a une seule pierre tombale sur la travée centrale. Elle est superbe, et a été refaite dans les années 1920, au moment de la création d'un prix littéraire. C'est la tombe de Théophraste Renaudot, dont vous parlez en introduction de ce débat. Théophraste Renaudot, le « père du journalisme français », est enterré au cœur du symbole du pouvoir suprême, unique, du pouvoir solitaire que rejoint notre présidentialisme. C'est là un petit signe de ce que j'appelle notre faible culture démocratique, un symbole du « journalisme de gouvernement ».

Le présidentialisme, ce bonapartisme aggravé de manière très vive depuis que le principal procureur en est devenu le principal avocat, en 1981, a des conséquences redoutables : on n'imagine pas, ailleurs, une conférence de presse réunissant 600 journalistes où le président ne répond qu'à treize questions, se moque des journalistes, sans droit de suite, et en provoquant l'hilarité de la moitié de la salle qui devrait au contraire se lever en remarquant que la moitié des questions n'ont pas reçu de réponse.

Dans une démocratie, on n'imagine pas que la deuxième assemblée parlementaire, le Sénat, tous groupes confondus, accepte que le président d'une chaîne de service public - quelles que soient ses qualités professionnelles - dirige simultanément d'une radio privée (Europe 1, celle de Lagardère). Le Sénat, en rémunérant J-Pierre Elkabbach, président de la chaîne publique Sénat, rémunère au fond l'homme du lobbying Lagardère au cœur du Sénat. On n'imagine pas un Conseil supérieur de l'Audiovisuel toujours nommé selon la règle des trois tiers, c'est-à-dire par trois personnes. Compte tenu de la durée des majorités (pour le président, cela dure depuis 1995 - pour le Sénat, depuis très longtemps - pour le Parlement, depuis 2002). Conséquence : Les nominations sont édictées par la même majorité, alors qu'elles devraient être définies en fonction de la représentation nationale, à une majorité qualifiée. On choisirait ainsi les gens non pour leur clientélisme, mais pour leurs compétences.

On n'imagine pas un pays sans Freedom of Information Act. Mais c'est en fait bien pire : actuellement, les archivistes nous alertent quant à un projet de loi sur les archives qui va encore aggraver la situation. Pensez-vous que vous pouvez informer tranquillement, à partir des archives, sur le maintien de l'ordre en 1968, quarante ans après ? Sur la présidence de François Mitterrand ou de Charles de Gaulle ? Non, les archives sont détenues par les familles des deux anciens présidents. Il y a un processus de privatisation de notre mémoire publique.

Le projet de loi sur la protection du secret des sources des journalistes sera débattu ce soir à l'assemblée. Il proclame d'abord la protection des sources, mais, dans la foulée, et dans la continuité de l'article 11 de la déclaration des droits de l'homme de 1789, précise qu'il « ne peut être porté atteinte à ce secret que lorsqu'un intérêt impérieux l'impose, au cours d'une procédure pénale, à titre exceptionnel, en raison de la nature particulièrement grave du crime ou du délit... ». Ce qui implique la porte ouverte à tous les abus de pouvoir.

Cette particularité française liée à la propriété des journaux, aux liens de leurs propriétaires, qui ne sont pas des capitalistes de médias, avec l'actuel président de la république, à la crise de la presse quotidienne, comparable symboliquement à celle de la sidérurgie : si on fait l'addition des plans sociaux, des plans de cession, des plans de départ, c'est toute une mémoire qui s'en va.

Pour moi, la question n'est pas seulement économique. Beaucoup plus fondamentalement, elle renvoie à un enjeu essentiel, auquel nous avons l'air de nous habituer. Je suis convaincu que, dans 50 ans, quand nous revisiterons la culture démocratique de notre pays, à partir des quelques exemples que j'ai donnés, nos descendants seront stupéfaits.

Voilà pourquoi... MediaPart

C'est donc la raison pour laquelle, avec une trentaine de confrères qui ont quitté les médias pour lesquels ils travaillaient (Le Monde, Libération, Les Échos, La Tribune, Reuters, Les Inrockuptibles, La Vie, 20 minutes, Télérama, Marianne, etc.), nous avons créé MediaPart.

C'est un journal, et non un site, qui rejoint l'idéal de presse dont j'ai parlé. Il est indépendant, c'est-à-dire financé et contrôlé, du point de vue capitalistique, par ses fondateurs, qui sont, pour l'essentiel, des journalistes.

C'est un journal numérique, et j'ai dit les potentialités démocratiques de cette technologie.

C'est un journal participatif : en clair, il prend en compte ce qu'autorise la révolution numérique. Les citoyens nous signifient que nous ne les écoutons pas mais qu'ils peuvent désormais se passer de nous, par le biais d'un blog ou d'un site ; nous l'avons vu au moment du référendum européen ; et je le dis avec d'autant plus d'aisance que j'étais plutôt favorable au « oui », avec des réserves).

C'est donc à la fois un journal et un club. Dans ce club, il y a des blogs que chaque adhérent, chaque abonné de MediaPart peut créer librement. On y trouve aussi des journaux collectifs que chacun peut créer avec d'autres.

Enfin, c'est évidemment un journal payant. Vous payez pour lire le journal, et vous payez pour être membre du club. Les contenus du club sont en libre accès ; c'est le débat démocratique. Il y a une culture professionnelle, et le débat d'opinion autour, réinventé d'une autre manière.

Les blogs, les points de vue personnels des journalistes sont intégrés au club, comme les vôtres. En revanche, pour le journal, c'est cette culture professionnelle, bien illustrée par Marc Kravetz tout à l'heure, qui rassemble les journalistes. C'est un laboratoire.

Je ne sais si nous parviendrons à faire vivre cette aventure à laquelle je crois. Je ne m'y suis pas lancé sans être convaincu, d'une certaine façon, d'avoir raison. Une des questions centrales est cependant celle du temps, qui dépend de vous.

**MEDIAPART**



Pour la profession, il ne s'agit pas de réinventer la lune, mais d'inventer un laboratoire, un lieu de résistance même si le mot est peut-être un peu fort). En tout cas, l'idée est de ne plus subir, de retrouver le plaisir de ce métier et de ses enjeux démocratiques, et de le pratiquer librement. Nous voulons réinventer, de manière horizontale et participative, y compris pour nous-mêmes, un mode de fonctionnement. Il s'agit en fait de retrouver l'idéal démocratique au cœur de l'existence du journalisme.

<http://www.mediapart.fr>

# Un point commun existe entre le journalisme et le développement durable : c'est le rapport au temps.

Pierre Radanne

*Extrait du Compte rendu du Mardi de 4D du 8 avril 2008*

---

« Vous êtes ici dans la tribu des amoureux du temps long, et l'un des premiers problèmes de notre société est celui du morcellement des formats. Dans les médias, il n'y a plus de tabou ; en revanche, il faut raisonner sur des questions fondamentales en 40 secondes. Le format tue le contenu.

Je participe à de nombreux débats publics, dans tous les milieux sociaux ; j'ai une image des gens comme vêtus d'un habit d'Arlequin intellectuel : des morceaux de 40 secondes, des fragments d'un feuillet, des bouts d'information en confettis, en vrac. A partir de là, il faut qu'ils sachent coudre. Mais le vrac est tellement émietté qu'il n'écrit plus aucune histoire. C'est davantage le problème des télévisions que celui de la presse écrite, mais c'est tout de même un problème global.

Deuxième thème sur lequel j'ai vraiment envie de vous interroger - les médias se sont libérés de l'emprise du politique et de l'État, mais j'ai l'impression qu'ils sont tombés sur pire : il s'agit de l'alliance des médias avec la publicité. Je vous rappelle que c'est le seul acteur qui, dans notre société, a le droit d'exagérer et de mentir sans limite, ce que le politique et la presse ne peuvent pas faire. Avec un mode de financement qui contraint à l'audimat, à la concurrence. Et un point supplémentaire : **c'est la segmentation des temps qui fait civilisation**. Si, enfant, on m'avait dit que j'avais le droit d'aller jouer au foot, ou d'aller en cours de mathématiques, j'aurais été nul en maths, car j'aurais choisi systématiquement le foot.

Or, **le problème posé par la télévision est la mise en concurrence permanente de temps faciles et de temps qui demandent plus d'efforts de réflexion**. D'où « l'évidence » qu'un match de football dure une heure et demi, mais que l'interrogation sur le chômage ne peut pas occuper plus de 1 mn 30. On assiste à une dégradation du contenu à travers ce changement considérable du rapport au temps, si on le met en perspective avec ce que vous décrivez comme le métier de journalisme. Cela concerne davantage le média télévisuel, mais on sait aujourd'hui à quel point il est structurant.

De notre côté, nous avons énormément travaillé sur l'avenir, la prospective, l'invention collective d'un changement de trajectoire de civilisation. Or, du côté de la télévision (plus que de la presse écrite), aujourd'hui, l'avenir n'existe plus. **Nous vivons dans la chronique effrénée du présent, de l'immédiat**. Si je compare avec le XVIII<sup>e</sup> siècle (le moment de l'entrée dans la civilisation industrielle), j'observe qu'existait un travail des intellectuels sur le futur, sur l'invention démocratique, sur l'encyclopédie (ce qui nous renvoie à notre travail, à 4D). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce débat sur le changement de la société a réussi à ensemercer les consciences avec les moyens des médias de l'époque.

Aujourd'hui, on est stupéfait : pourquoi l'histoire qui se fait est-elle si peu présente dans le travail médiatique ? Nous sommes en permanence devant un grand mur d'images, avec de toutes petites lucarnes décrivant des miettes de réalité. Nous avons un grand panorama, mais il est figé dans le temps, sans profondeur historique, alors même que ce qui fait sens pour les gens qui travaillent la question du développement durable, et dans votre métier, c'est le rapport à l'histoire. »

# Le développement durable dans les entreprises de presse

## France Télévisions

Extrait du préambule des cahiers des missions et des charges des chaînes publiques.

*Elles favorisent le débat démocratique, les échanges entre les différentes parties de la population ainsi que l'insertion sociale et la citoyenneté. Elles participent aux actions en faveur de la cohésion sociale et à la lutte contre les discriminations.*

*Elles concourent au développement et à la diffusion de la création intellectuelle et artistique et des connaissances civiques, économiques, sociales, scientifiques et techniques. Elles contribuent également à l'éducation à l'audiovisuel et aux médias.*

*Elles assurent le pluralisme de leurs programmes dans les domaines de l'information, la culture, la connaissance, le divertissement et le sport, dans le respect constant de la personne humaine et dans le souci de promouvoir les valeurs d'intégration, de solidarité et de civisme. Leur programmation est particulièrement riche et diversifiée dans le domaine des émissions culturelles et des programmes pour la jeunesse. Leur programmation accorde une attention particulière aux questions relatives à l'environnement et au développement durable.*

Le 2 avril 2008, France Télévisions a signé la Charte développement durable avec 32 autres établissements publics.

*La Charte développement durable des établissements publics et entreprises publiques est l'expression d'une démarche volontaire de progrès incitant ces derniers à mettre en œuvre les Stratégies européenne et nationale du développement durable dans le cadre de l'article 6 de la Charte de l'environnement, inscrite dans la Constitution le 28 février 2005.*

*Ces organismes ont un rôle d'exemplarité, d'impulsion et de promotion des valeurs de service public dont le développement durable est une composante essentielle, permettant la protection et la valorisation de l'environnement, le développement économique et le progrès social.*

Les engagements « développement durable » d'un organisme sont un des aspects de la qualité du service dont il a la mission, de son implication dans les Stratégies européenne et nationale de développement durable et de sa responsabilité vis-à-vis des générations actuelles et futures.

Lire la suite...

[www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Charte\\_SignatureA4\\_cle537e12.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Charte_SignatureA4_cle537e12.pdf)

## Références



*L'Espace René Dumont \_ Centre de ressources sur l'environnement et le développement durable*

### Association des journalistes de l'environnement

<http://www.journalistes-environnement.org/association/aje.html>

« L'association des Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie (JNE) a été fondée en 1969 par Pierre Pellerin sur la base d'une sensibilité de ses membres aux problèmes d'environnement. Ce postulat n'a jamais été remis en cause, même si l'association a évolué, notamment en s'élargissant, depuis sa création. Les JNE regroupent aujourd'hui 290 professionnels de la presse écrite ou audiovisuelle, de l'information ou de l'écriture, tous spécialisés dans l'environnement, l'écologie, l'éco-tourisme, la protection de la nature, le cadre de vie ou l'énergie. L'essentiel des médias nationaux et des magazines spécialisés est représenté au sein de l'association, et c'est probablement ce qui, depuis le début, constitue sa force d'intervention et de médiation. »

## L'information en ligne

*Beaucoup de sites Internet sur le développement durable, de revues... dans l'impossibilité de dresser une liste exhaustive, voici une sélection.*

**Ecolo Info** : Parce qu'il est essentiel que chacun puisse comprendre, s'informer, s'investir et agir de manière responsable, la barre d'outils Ecolo-Info permet en un clic d'avoir accès à tout un ensemble d'informations.  
<http://ecoloinfo.com/>

**Agora Vox**, média citoyen, est alimenté par des rédacteurs volontaires et non professionnels. Il contient à la fois des articles journalistiques, des vidéos et de nombreux forums.  
<http://www.agoravox.fr/>

**MédiaPart** est le projet d'Edwy Plenel, un journal en ligne d'information généraliste, qui s'adresse à des citoyens que ni l'offre papier existante ni l'offre en ligne ne satisfont aujourd'hui. Ce site est présenté comme « l'invention d'un nouveau modèle d'information de presse. » 3 journaux d'informations sont proposés quotidiennement !  
<http://www.mediapart.fr/>

**C Durable.Info**  
<http://cdurable.info/-Medias-.html>

**AEDD** : Agence Environnement Développement Durable. Cette agence d'information spécialisée a pour objectif de faciliter l'accès des organisations à une information stratégique, triée.  
<http://www.aedd.fr>

**Développement durable le journal**  
<http://www.developpementdurablelejournal.com/>

## Sites / Blogs

**Reporterre** Consommer moins répartir mieux <http://www.reporterre.net/>

**Six pieds sur Terre**, Réflexions et informations sur notre planète...  
et sur ceux qui l'abîment, par Laure Noualhat. <http://environnement.blogs.liberation.fr/>

## Radio

**CO<sup>2</sup> mon Amour** : émission proposée par Denis Cheissoux, le samedi de 14h05 à 15h, sur France Inter.  
<http://www.radiofrance.fr/franceinter/em/co2monamour/>

**Terre à terre** : Emission proposée par Ruth Stégassi le samedi matin de 7h05 à 8h sur France Culture.  
[http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre\\_a\\_terre/](http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/)

## TV

**Terre TV**  
La télé des générations futures  
<http://www.terre.tv/>

## Revue

**La Revue durable** est la première revue de vulgarisation francophone sur tout ce qui touche à l'écologie et au développement durable. Elle offre une approche rigoureuse à cette notion qui suscite un grand intérêt en même temps que des interrogations et de nombreuses critiques.  
<http://www.larevuedurable.com/>

**Terra Economica** : « Un savant mélange de journalisme indépendant "à la française", de curiosité pour le monde dans lequel nous vivons et de vulgarisation de l'économie et des enjeux du développement durable. »

<http://www.terra-economica.info/>

**EKWO** : Un magazine trimestriel sur le développement durable. Des sujets de fond, sur un ton ludique, illustré, pédagogique.

<http://www.ekwo.org/sommaire.php3>

**Environnement-online** : actualité, dossiers, annuaire des professionnels, produits, services et emploi de l'environnement et du développement durable

[www.environnement-online.com](http://www.environnement-online.com)

**Altermondes** : la revue trimestrielle de solidarité internationale

<http://www.altermondes.org/>

## Autres ressources

### L'écologie, média-compatible ?

Thème plus qu'à la mode en ce moment et au centre de bien des discussions, l'écologie (*mais aussi l'écologisme*) semble détenir enfin une portée médiatique dont elle a cruellement souffert depuis des années. Mais cette ouverture médiatique engendre-t-elle une bonne diffusion du message ?... *la suite sur le blog la tête dans le poste !*

<http://www.latetedansleposte.com/2007/10/31/l%E2%80%99ecologie-media-compatible/>

### Media et écologie : la dure réalité

A l'heure où Hulot sort son pacte écologique et fait un tabac médiatique en faisant planer le mystère sur sa candidature aux présidentielles, on a l'impression que ça y est, les portes des grandes rédactions s'ouvrent à l'écologie. Mais qu'en est-il vraiment pour les journalistes spécialisés\* sur ces sujets qui frappent toutes les semaines à la porte de leur rédacteur en chef ?... Pour lire la suite :

<http://www.eco-echos.com/dotclear/index.php?2006/11/21/127-media-et-ecologie-la-dure-realite>

### Compte-rendu du débat du 28 octobre 2008 : Développement durable, quel rôle pour les médias?

Par l'école supérieure de journalisme de Lille

<http://worldforum-2008.blogspot.com/2008/10/compte-rendu-dveloppement-durable-quel.html>

**"Le développement Durable et les Médias : le grand show"**, 3ème cycle de l'Université populaire de l'eau et du développement durable - Conseil Général du Val de Marne, 9-30 janvier 2007:

Si le développement durable exige un changement de mode de vie et de comportement de la société entière, où et comment peut-on être informé et éduqué sur ces nouveaux savoir-faire et « savoir-être » ?

Que peut-on attendre de la télévision, de la radio, de l'école ou encore des arts et de la culture ? Enfin, comment résister à la communication publicitaire et se faire sa propre opinion ?

<http://www.cg94.fr/node/10714>

## Ouvrages

« L'Imposture scientifique en dix leçons », Michel de Pracontal, Seuil, collection Points, 2005, 9 €.

Journaliste scientifique au *Nouvel Observateur*, Michel de Pracontal est l'auteur de romans policiers ancrés dans notre

époque technologique. *Risques Majeurs* (Le Cherche Midi, 2006, 17 €) situe son intrigue dans le contexte d'un accident nucléaire imminent. De Pracontal a par ailleurs écrit *L'Imposture scientifique en dix leçons* (Seuil, collection Points, 2005, 9 €), un classique du démontage des vérités assénées par les experts.

A écouter :

**Les journalistes sont-ils libres ?** Par Michel de Pracontal

Journaliste au Nouvel Observateur - septembre 2008

<http://www.reporterre.net/spip.php?article27>

## **Le programme des Mardis de 4D pour la saison 2008-2009**

**Mardi 16 décembre 2008 :**

**Changement climatique - retour de la conférence de Poznan  
(Hors les Murs organisé à la salle des fêtes de la mairie du 10ème arrondissement)**

**Mardi 20 janvier 2009 : Alimentation et santé**

**Lundi 9 février 2009 : Progrès et développement durable**

**Mardi 17 mars 2009 : Territoires et développement durable**

**Mardi 7 avril 2009 : Spécial élections européennes**

**Mardi 12 mai : Responsabilité sociale des entreprises**

**Mardi 9 juin 2008 : Agriculture**

### **L'Espace René Dumont Centre de ressources sur le développement durable**

**Les dossiers aux participants des mardis de 4D sont réalisés par l'Association 4D et l'espace René Dumont.**

**L'espace René Dumont propose les services suivants :**

- Un fonds documentaire en consultation libre, constitué de 4000 ouvrages, CD-ROM, DVD couvrant l'ensemble des thématiques du développement durable ; (documents empruntables par les adhérents)
- Du conseil documentaire personnalisé pour nos adhérents ;
- Facteur 4D, le bulletin bimensuel sur le développement durable de l'association 4D ;
- Une série de DVD réalisée par IGAPURA en partenariat avec 4D ;
- Une newsletter mensuelle sur les nouveautés documentaires du développement durable, pour nos adhérents ;
- Le service documentaire réalise des dossiers documentaires sur les thématiques du développement durable.

#### **Horaires d'ouverture**

L'Espace René Dumont est ouvert à tous du lundi au vendredi, de 9h à 13h et de 14h à 18h.

**Contact :** [ahours@association4d.org](mailto:ahours@association4d.org) / 01 44 64 75 82